

● (1210)

M. Tobin: Tout le temps.

M. McInnes: Je peux seulement conclure que ce n'était pas le cas, parce que nous avons la preuve que le député et ses collègues ont laissé tomber la région de l'Atlantique. Quoiqu'il y ait eu deux interruptions temporaires, ceux qui ont eu l'occasion de faire quelque chose nous ont légué le fruit de 23 années d'incompétence, de négligence et de refus des responsabilités.

Nos amis ont traité les problèmes de la région de l'Atlantique à peu près de la même façon qu'ils ont traité les problèmes du reste du Canada. C'est cette attitude que les Canadiens ont rejetée en 1984. Ils ont montré qu'ils en avaient assez.

Autrefois, à l'approche des élections, nos amis promettaient d'instaurer des programmes pour aider les Canadiens et les habitants de la région de l'Atlantique. Qu'ont-ils fait? Ils ont distribué un peu d'argent à gauche et à droite, ils ont peint d'assez beaux tableaux et ils ont construit quelques édifices. Qu'ont-ils fait cependant pour que la région de l'Atlantique soit viable à longue échéance? Rien, monsieur le Président. A l'heure actuelle, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick dépendent des recettes gouvernementales dans une proportion de 80 p. 100. L'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve en dépendent dans une proportion de 90 p. 100. Pendant 23 ans, la créativité, la bonne volonté, les capitaux et le dévouement nécessaires pour faire de la région de l'Atlantique un partenaire à part entière de la Confédération se sont amenuisés. Il n'en a pas toujours été ainsi.

A l'époque de la création de la confédération, le ministre d'État chargé des Forêts le sait sans doute, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse étaient les deux provinces les plus prospères du Canada. La Nouvelle-Écosse se situait au quatrième rang à l'échelle mondiale sur le plan des échanges commerciaux. Que s'est-il passé depuis lors? Le gouvernement n'a pas assumé ses responsabilités. Le climat propice à l'investissement des capitaux privés s'est détérioré dans la région de l'Atlantique; ce sont pourtant ces capitaux privés qui créent les emplois et les entreprises manufacturières qui favorisent une croissance durable.

En 1984, le nouveau gouvernement a décidé que les politiques intéressées de nos amis n'avaient pas fait l'affaire. En 1983-1984, le gouvernement fédéral a accordé 29 subventions à la province de la Nouvelle-Écosse. Je vais raconter à la Chambre comment ces subventions ont été utilisées en Nouvelle-Écosse. La circonscription du Cap-Breton représentée par le vice-premier ministre de l'époque a reçu 23 des 29 subventions. C'est la ville où il résidait qui a reçu toutes ces 23 subventions.

Quelle a été la réaction des Canadiens? Ils ont dit: «Merci beaucoup, nous apprécions votre effort, mais vous n'avez rien fait pour nous. Quels résultats avons-nous? Quelles entreprises manufacturières créatrices d'emplois stables avons-nous? Quelle infrastructure avez-vous créée pour enrayer le taux de chômage élevé interminable qui était pourtant prévu?» Les gens ont demandé où étaient les subventions pour Yarmouth, Bridgewater, Guysborough et Amherst. Il n'y en avait pas. Elles ont toutes été accordées à la circonscription du vice-premier ministre, en pure perte, de toute évidence.

M. Tobin: Ce n'est pas vrai.

Les subsides

M. McInnes: J'ai oublié. La circonscription de mon ami le député de Cape Breton-Richmond-Est a également reçu 2 des 29 subventions et les quatre autres ont été accordées à d'autres régions de la province.

Mon ami reproche au gouvernement de ne pas avoir instauré le plein emploi en quatorze mois, d'un coup de baguette magique. Ce n'est pas notre objectif. Le gouvernement pourrait créer bien plus d'emplois du jour au lendemain en gaspillant son argent pour des projets de deux, six et douze semaines, comme le gouvernement précédent. Les travailleurs se retrouveraient toutefois au chômage à l'échéance de ces programmes. C'est pour cette raison que la région de l'Atlantique est tributaire des subventions.

J'insiste sur le fait que la région de l'Atlantique est entièrement à la merci des recettes gouvernementales. C'est la raison pour laquelle les Canadiens ont décidé qu'ils en avaient assez et qu'il fallait essayer une autre solution. C'est ce que le gouvernement actuel fait. Les chiffres objectifs le prouvent amplement.

Les taux d'intérêt ont baissé de 3 p. 100. Les investissements devraient s'accroître de 22 p. 100 et ils sont en hausse de 14 p. 100 dans la région de l'Atlantique. Le taux de chômage a diminué de 20 p. 100 et le taux d'emploi a augmenté de 3 p. 100. Étant donné que le nombre de mises en chantier a augmenté cette année de 53 p. 100 par rapport à l'année dernière, que les achats au détail se sont accrus de 27 p. 100 et que les petites entreprises de Nouvelle-Écosse ont manifesté leur intention d'augmenter leurs immobilisations de 24 p. 100 par rapport à l'année dernière et de créer 42 p. 100 d'emplois de plus l'année prochaine, il faut en conclure que les gens acceptent la politique du gouvernement, une politique sur laquelle ils peuvent compter et qu'ils savent que les règles du jeu ne changeront pas au beau milieu de la partie. Les gens voient bien que nous créons un climat de confiance propre à inciter les investisseurs non seulement de l'Atlantique, mais également de partout, à investir au Canada.

Les habitants des provinces de l'Atlantique savent qu'un certain nombre de nos meilleurs employeurs et même de nos meilleures entreprises viennent de l'étranger. Michelin est le plus gros employeur de la Nouvelle-Écosse. Nova Scotia Forest Industries et Bowater Mersey sont des sociétés parfaitement conscientes de leurs responsabilités. Au Nouveau-Brunswick, nous avons St. Anne-Nackawic, une usine de pâtes et papier, et à l'Île-du-Prince-Édouard, nous avons Usen Fisheries Ltd. Ce ne sont là que quelques exemples de bonnes sociétés qui nous fournissent des emplois. Trop peu de sociétés étrangères de ce genre ont investi au Canada et plus particulièrement dans la région de l'Atlantique ces dernières années. C'était à cause du Programme énergétique national et de l'Agence d'examen de l'investissement étranger.

La région de l'Atlantique ouvre toutes grandes ses portes aux investisseurs des autres pays. Comme nous avons éliminé l'AEIE et le Programme énergétique national qui nuisaient au bien-être dans notre région, nous recevons beaucoup plus de demandes de renseignements concernant les possibilités existant dans les provinces de l'Atlantique. Nous sommes néanmoins conscients du fait qu'il n'est pas possible de remédier immédiatement à 23 années d'incurie libérale.